

ÉTATS-UNIS

Priorités fondées sur des indicateurs

Améliorer le système d'enseignement primaire et secondaire (2005, 2007, 2009)

Recommandations : achever la mise en œuvre de la loi « Aucun enfant laissé pour compte » (*No Child Left Behind*) et élargir son champ d'application au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les autorités doivent résister aux pressions qui s'exercent en faveur d'une révision à la baisse des normes de performance, et les élèves des établissements les moins performants devraient pouvoir choisir librement un autre établissement.

Mesures prises : la loi « Aucun enfant laissé pour compte » (votée en 2002) a été prorogée en 2007. Le gouvernement s'est engagé à aider les États fédérés à renforcer leurs systèmes d'évaluation et de contrôle des établissements d'enseignement, afin qu'ils fournissent des informations sur les progrès individuels des élèves, et à améliorer la qualité de l'éducation de la petite enfance. La loi américaine sur la reprise et le réinvestissement (*American Recovery and Reinvestment Act*) de 2009 a débloqué des fonds en vue de la réalisation de ces objectifs.

Contenir les dépenses de santé (2005, 2007, 2009)

Recommandations : imposer les polices d'assurance à tarification uniforme et admission garantie, et rendre obligatoire l'assurance-maladie. Instaurer des aides sous conditions de ressources pour que les titulaires de bas revenus puissent financer leur assurance-maladie. Plafonner ou supprimer l'exonération fiscale illimitée dont bénéficie l'assurance-maladie d'entreprise. Réduire les coûts par affilié dans le cadre du programme Medicare.

Mesures prises : les dispositions législatives de 2003 concernant Medicare ont renforcé la concurrence et permis des gains d'efficacité dans la prestation des soins de santé, mais elles prévoyaient également une extension coûteuse du système de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance. Le Programme d'assurance-maladie des enfants au niveau des États, qui assure la gratuité de l'assurance-maladie aux enfants des familles à bas revenu, a été prolongé et élargi en février 2009. Si elles sont adoptées, des dispositions législatives examinées actuellement par le Congrès créeront au niveau des États des bourses de polices d'assurance-maladie individuelles, polices qui devront être à tarification uniforme et admission garantie, instaureront des aides sous conditions de ressources destinées à financer l'achat de ces polices d'assurance, rendront obligatoire la couverture maladie, et pénaliseront les employeurs qui ne fournissent pas de prestations d'assurance-maladie.

Réduire le soutien à la production agricole (2005, 2007, 2009)

Recommandations : réduire les aides aux producteurs agricoles, notamment les droits de douane sur les importations d'éthanol, et découpler ces aides des intrants ou productions spécifiques.

Mesures prises : La loi de 2008 sur l'alimentation, la préservation des ressources naturelles et l'énergie était un pas en arrière dans la mesure où elle maintient les niveaux actuels d'aide à l'agriculture jusqu'à la fin de 2013, et offre de nouvelles incitations à la production locale de biocarburants celluloseux. Le gouvernement entend néanmoins réduire les paiements directs aux grandes exploitations agricoles et revoir à la baisse d'autres subventions.

Autres grandes priorités

Réformer le système d'imposition (2005, 2007, 2009)

Recommandations : élargir la base d'imposition et effectuer un transfert de charge fiscale du revenu des personnes physiques vers la consommation, notamment en relevant le bas niveau actuel des taxes sur la consommation d'énergies à base de carbone.

Mesures prises : aucune mesure n'a été prise mais, le gouvernement prévoit de limiter la déduction des frais réels pour les personnes ayant des revenus d'activité élevés pour réduire le déficit budgétaire. Si elles sont adoptées, des dispositions législatives destinées à plafonner les émissions de gaz à effet de serre, qui sont examinées actuellement par le Congrès, élargiront l'assise du système de tarification des émissions de gaz carbone et permettront aux pouvoirs publics d'engranger le produit des ventes de permis d'émission.

► Améliorer et rationaliser la réglementation financière (2009)

Recommandations : améliorer et rationaliser le cadre réglementaire pour qu'il soit plus unifié et plus complet. D'un point de vue systémique, les établissements financiers importants doivent être soumis à des règles prudentielles strictes et mesurées. Le financement du logement devrait être progressivement confié à un secteur privé bien réglementé.

Mesures prises : aucune mesure n'a été prise, mais le gouvernement a proposé une refonte du système de réglementation et de surveillance financières.

Réformer le régime d'invalidité (2007)

Recommandations : durcir les critères d'accès aux prestations d'assurance-invalidité.

Mesures prises : aucune.

Poursuivre les réformes relatives au gouvernement d'entreprise et à la comptabilité (2005)

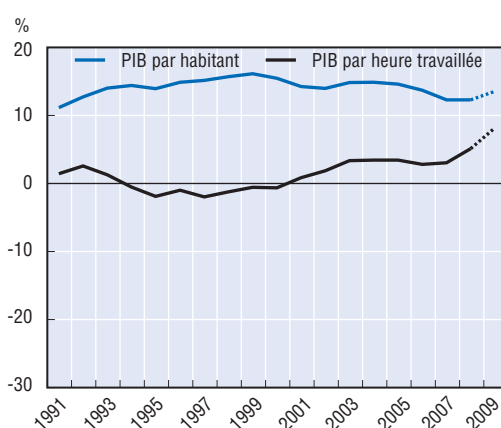
Recommandations : promouvoir la transparence et la responsabilité en matière de gouvernement d'entreprise et de comptabilité.

Mesures prises : aucune mesure n'a été prise, mais le gouvernement entend renforcer la protection des investisseurs, notamment dans le secteur financier.

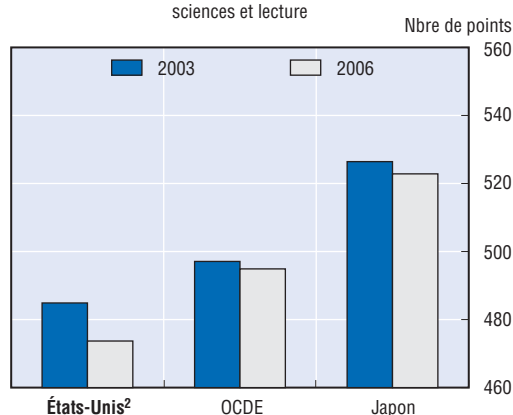
ÉTATS-UNIS

- Le PIB par habitant a diminué quelque peu en termes relatifs par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE, en raison du recul de l'utilisation de la main-d'œuvre, mais il demeure élevé. La productivité du travail a enregistré une croissance rapide par rapport à celle observée dans la plupart des autres pays de l'OCDE et est également élevée. Les inégalités de revenus sont fortes et s'accroissent.
- Dans les domaines prioritaires clés, des efforts mineurs ont été déployés pour maîtriser les dépenses de santé et réduire le soutien à l'agriculture, de sorte que bien des réformes restent à mettre en œuvre dans ces domaines. Cela vaut également pour l'enseignement. Par ailleurs, la réforme du système de santé examinée actuellement par le Congrès et les projets de réforme du gouvernement concernant la réglementation financière devraient être mis en œuvre rapidement.

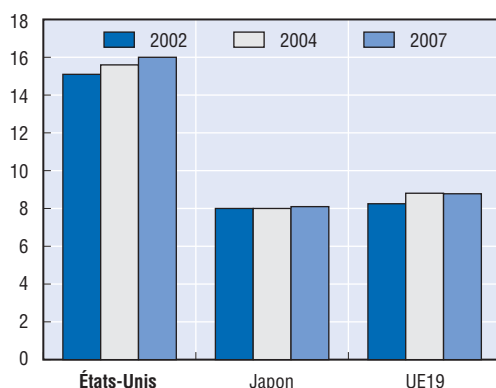
A. L'écart positif de PIB par habitant subsiste
Écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE¹



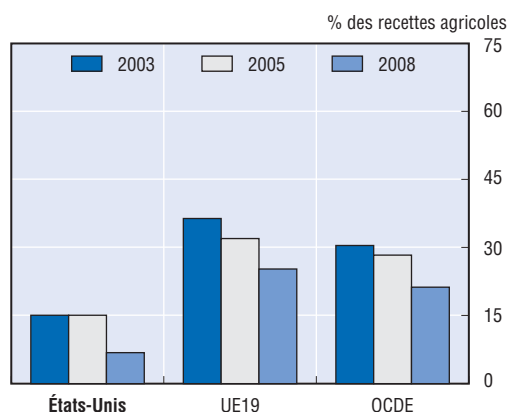
B. Les résultats scolaires sont faibles dans l'enseignement secondaire
Moyenne des scores PISA en mathématiques, sciences et lecture



C. Les dépenses de santé sont très élevées et en augmentation
Pourcentage du PIB




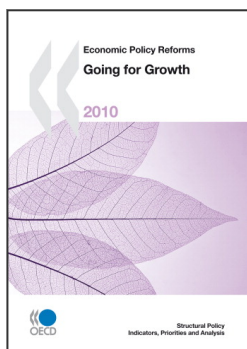
D. La hausse des prix mondiaux a réduit le niveau de soutien à l'agriculture



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple de la moitié supérieure du classement des pays de l'OCDE en termes de PIB par habitant et de PIB par heure travaillée (sur la base des PPA constantes de 2005). Pour 2009, les écarts sont des estimations de l'OCDE, fondées sur le n° 86 des *Perspectives économiques de l'OCDE*.
2. Moyenne des scores en mathématiques et en sciences uniquement en 2006.

Sources : graphique A : OCDE, Bases de données des Comptes nationaux et du n° 86 des *Perspectives économiques* ; graphique B : OCDE, Bases de données des enquêtes de 2003 et 2006 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) ; graphique C : OCDE, Base de données Éco-Santé ; graphique D : OCDE, Base de données sur les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/811434064430>



Extrait de :
Economic Policy Reforms 2010
Going for Growth

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/growth-2010-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « États-Unis », dans *Economic Policy Reforms 2010 : Going for Growth*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/growth-2010-36-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.